



Semaine du 14 au 20 mai 2007 n° **171**

Sommaire

Édito : après la victoire de Sarkozy... les syndicats doivent-ils se taire ?

- Représentativité syndicale : la CGT devient première dans les élections aux CE
- Dialogue social : Sarkozy reçoit les syndicats
- Santé : les internes s'adressent à Sarkozy
- Bolloré : un ami tout à fait désintéressé
- SNCF : les syndicats reportent leur décision d'action nationale
- Emploi intérimaire : + 1,2 % en mars sur un mois, + 12,3 % sur un an
- Logement : la CNL interpelle le nouveau président
- Livret A : les syndicats des banques inquiets
- Alcoa : la CGT s'oppose au « raid boursier » d'Alcoa
- Tabac, maladies génétiques : la discrimination au travail se diversifie
- Collectif LBO : et maintenant ... LBO le film... pour débattre, pour agir
- Emploi : le marché du travail fermé aux jeunes sans diplôme
- International : les syndicats appellent à renforcer les règles sociales
- G8 : les ministres de l'Emploi appellent à la bonne volonté des entreprises
- Deutsche Telekom : grève nationale et manifs contre les restructurations en Allemagne
- Norvège : grève contre la réforme des retraites

Édito

Après la victoire de Sarkozy... les syndicats doivent-ils se taire ?

A l'applaudimètre patronal, c'est clair, l'élection de Nicolas Sarkozy est saluée comme une victoire. Concernant, le Medef qui avait adoubé le candidat lors de sa dernière université d'été en 2006, c'est même une consécration. On se souvient combien Laurence était à « tu et à toi » avec Nicolas. Comme quoi, les histoires d'amour ne finissent pas toujours en eau de boudin... La présidente du Medef, Laurence Parisot, a ouvert le bal des félicitations, en adressant dès dimanche soir un télégramme de félicitations à Nicolas Sarkozy, qu'elle connaît bien et tutoie, pas seulement en privé. Si elles ne soutenaient officiellement aucun candidat à la présidentielle, les organisations patronales n'avaient pas dissimulé que le programme économique de Sarkozy leur apparaissait plus conforme à leurs souhaits que les propositions de la candidate socialiste Ségolène Royal, jugées « vagues » au Medef. Saluant une « très nette victoire », elle a adressé à Nicolas Sarkozy et à son futur gouvernement ses « vœux de réussite pour que notre pays retrouve le chemin d'une croissance forte et pérenne au service du plein emploi et du désendettement ». « Nous nous engageons à contribuer avec responsabilité et enthousiasme à l'écriture de la nouvelle page qui s'ouvre pour la France », a-t-elle conclu. C'est là qu'il faut s'inquiéter... Une nouvelle page pour l'une, la rupture pour l'autre... tout ça ne sent évidemment pas très bon pour les droits sociaux et les intérêts des salariés.



D'autant que les amis de Sarkozy n'ont pas le triomphe modeste. Ainsi, son éminence grise et directeur de campagne, Claude Guéant verrait-il « mal que les syndicats puissent aller contre l'avis du peuple français », car ils « ne représentent que 8 % des salariés alors que ce sont 85 % des Français qui se sont exprimés dimanche dernier ». Une manière de contester la représentativité et la légitimité syndicale... A quoi, la secrétaire de la CGT Maryse Dumas a répliqué que « la légitimité syndicale et sociale n'est pas contestable dans ce pays. Bien qu'étant insuffisant, le nombre de syndiqués, par exemple à la CGT qui compte 700 000 syndiqués actuellement, est supérieur au nombre d'adhérents de tous les partis politiques confondus ». De plus, lorsque des élections professionnelles sont organisées, les salariés y participent massivement, avec des taux de participation frisant parfois 90 %. Il ne faudrait pas s'attendre à ce que les organisations syndicales, dont on a remarqué qu'elles n'avaient fait campagne pour aucun candidat,

restent l'arme au pied devant des attaques frontales et brutales. Élu grâce à une magnifique OPA sur les voix frontistes et avec l'onction patronale, Nicolas Sarkozy ne peut espérer donner des gages à ses soutiens sans déchaîner une colère sociale qui quoi qu'il en dise, reste légitime et salutaire. Mais ce dernier n'aime pas la rue. Sa volonté de liquider l'héritage de mai 68 doit être regardée d'abord comme la volonté d'effacer la dernière grande déculottée du patronat.

Représentativité syndicale

La CGT devient première dans les élections aux CE

Selon une synthèse des résultats publiée mercredi par la Dares (ministère de l'Emploi), la CFDT baisse de 22,6 % des voix en 2003 à 20,6 % en 2005. Elle passe derrière la CGT, qui passe de 22,1 % à 22,5 % et devient le premier syndicat pour les résultats aux CE relevés les années impaires, pour la première fois depuis 1989. Les listes présentées par des « non syndiqués » restent globalement en tête, avec 23,5 % des suffrages (23,2 % en 2003). Les résultats des élections aux comités d'entreprises, obligatoires dans les entreprises de 50 salariés et plus, ne sont pas établis sur la même base



les années paires et impaires. Les années paires comprennent les votes à la SNCF, dont les électeurs représentent 7 % des votants ces années-là, ce qui infléchit le résultat global en faveur de la CGT et des syndicats « non confédérés », très présents dans l'entreprise ferroviaire. Cette baisse de la CFDT intervient « deux ans après le positionnement de la confédération lors de la réforme des retraites » de 2003 que la CFDT avait soutenue, souligne la Dares. Aux élections des CE de 2004, la CFDT avait reculé de 2,2 %, avec un score de 20 % contre 22,2 % en 2002.

Dialogue social

Sarkozy reçoit les syndicats

Nicolas Sarkozy devait rencontrer en début de semaine dans les locaux provisoires du président élu, au 35 rue Saint-Dominique, à Paris les dirigeants des cinq syndicats représentatifs : lundi François Chéreau (CFDT), Bernard Van Craeynest (CFE-CGC), Bernard Thibault (CGT), puis mardi Jean-Claude Mailly (FO) et Jacques Voisin (CFTC). Aucun ordre du jour n'a été présenté aux confédérations syndicales. Nicolas Sarkozy avait indiqué avant le second tour qu'il recevrait « la première semaine » après son élection « les partenaires sociaux pour préparer quatre grandes conférences : sur la démocratie sociale, la parité des salaires hommes-femmes, le contrat de travail unique et le pouvoir d'achat, et les 35 heures ». Son probable Premier ministre François Fillon avait indiqué le 30 avril que les premières rencontres devaient servir à « fixer la méthode, l'agenda et le calendrier » des réformes qu'il envisageait en cas d'élection. La CGT a indiqué dans une adresse aux salariés qu'elle « se donne pour objectif de formuler des propositions dans tous les lieux où les intérêts des salariés seront en jeu et de trouver ensemble les formes de mobilisations convergentes et solidaires qui nous permettront d'obtenir des résultats concrets immédiats, améliorant la vie et le travail de chacune et de chacun : salarié, privé d'emploi, retraité ».

Santé

Les internes s'adressent à Sarkozy



Le Syndicat des internes de médecine générale (Isnar-IMG) a présenté mercredi 9 mai ses revendications au nouveau président de la République, lui demandant en premier lieu la création d'une filière universitaire de médecine générale. « Si le thème de la santé, et la question de la médecine générale en particulier, ont été peu abordés lors de la campagne présidentielle, il s'agit pourtant d'un dossier phare dans les années qui viennent, à la lumière des difficultés déjà rencontrées par notre système de

soins », écrit le syndicat.

Bolloré

Un ami tout à fait désintéressé

Réagissant aux propos de Nicolas Sarkozy, selon lequel Vincent Bolloré n'a « jamais travaillé avec l'État », les syndicats SNJ-CGT et SNRT-CGT de France 3 ont rappelé dans un communiqué le 10 mai que le propriétaire du yacht sur lequel le président élu Nicolas Sarkozy a passé deux jours de repos, est actionnaire de la Société française de Production (SFP), qui bénéficie de commandes publiques. L'homme d'affaires « n'a bien sûr rien à voir avec le rachat, au quinzième de sa valeur, de la SFP, ex-entreprise publique (...) Rien à voir non plus avec les flux de commandes publiques obligatoires qui la font fonctionner au détriment de l'outil public de France 3 et de ses salariés », affirme avec ironie le syndicat. « Et c'est probablement un hasard si le débat entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal a été enregistré dans un des studios SFP de ce grand industriel qui ne doit rien à l'État français », poursuit la CGT.

SNCF

Les syndicats reportent leur décision d'action nationale

Les organisations syndicales de cheminots, réunis vendredi 11 mai, ont décidé de reporter à « la semaine prochaine » une décision sur une « action nationale » à la SNCF, a indiqué à l'AFP Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT cheminots. « L'interfédérale a constaté le développement des actions revendicatives des cheminots au plan local et régional, a pris acte du contexte politique actuel et décidé d'une réflexion commune la semaine prochaine pour décider d'une mobilisation sociale avant l'été ». Selon Didier Le Reste, « cette action nationale, qui ne sera ni une grève préventive ni une réaction aux attaques annoncées du nouveau président (de la République), répondra aux enjeux sociaux et économiques posés aux cheminots et au service public de la SNCF ».



Logement

La CNL interpelle le nouveau président

La Confédération Nationale du Logement (CNL, association de locataires) a annoncé vendredi 11 mai vouloir intervenir auprès du nouveau président de la République pour une « remise à plat complète de la politique du logement et de l'habitat ». Elle souhaite ainsi « obtenir la tenue rapide d'États Généraux pluralistes du logement ». La CNL revendique certaines mesures « absolument nécessaires » tel que le blocage des loyers et charges locatives et l'augmentation des aides personnelles d'au moins 20 %.

Emploi intérimaire

+ 1,2 % en mars sur un mois, + 12,3 % sur un an

L'emploi intérimaire occupait 706 700 personnes fin mars en France, soit une hausse de 1,2 % par rapport à février et de 12,3 % comparé à la fin mars 2006, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), a annoncé l'Unedic (assurance chômage) mercredi 9 mai.

Fin mars, le recours à l'intérim restait prépondérant dans l'industrie. Le secteur emploie 46,8 % des intérimaires alors qu'il ne représente que 21,2 % de l'emploi salarié total. L'intérim a

nettement baissé dans l'éducation, la santé, et l'action sociale (- 14,9 %). Avec environ quatre emplois intérimaires sur cinq, les ouvriers restent les plus concernés par l'intérim.

Globalement, l'intérim a progressé, en comparaison avec mars 2006, dans toutes les catégories socioprofessionnelles : + 13,9 % pour les ouvriers qualifiés et non qualifiés, + 6,5 % pour les employés et + 6,4 % pour les cadres et professions intermédiaires.

Livret A

Les syndicats des banques inquiets

Plusieurs syndicats des secteurs bancaire et postal ont dénoncé jeudi 10 mai la « banalisation » du livret A, en s'inquiétant notamment de ses conséquences sur la construction de logements sociaux, après la décision de Bruxelles contraignant la France à étendre leur distribution à toutes les banques de l'hexagone. Pour l'Intersyndicale du secteur semi-public économique et financier, « au soir de son élection, Nicolas Sarkozy s'est engagé à être le Président de tous les Français. Nous l'appelons fermement à tenir son engagement et à être notamment le Président des 10 millions de rési-



dents du parc HLM, le Président des millions de mal-logés en attente d'un logement social, le Président des 5 millions d'exclus du système bancaire qui utilisent quotidiennement le Livret A, auprès des réseaux des Caisses d'Épargne et de la Poste, comme porte-monnaie ». L'intersyndicale exige de Nicolas Sarkozy « qu'il s'oppose avec énergie, lors de son déplacement dans quelques jours à Bruxelles, à la volonté de la Commission de démanteler un pan essentiel du financement du logement social et de la lutte contre l'exclusion bancaire dans notre pays ».

Alcan

La CGT s'oppose au « raid boursier » d'Alcoa

La CGT a « condamné » mercredi 9 mai l'offre hostile d'achat du géant américain de l'aluminium Alcoa sur son concurrent canadien Alcan, le qualifiant de « nouveau raid boursier », alors que la CFDT a demandé des « garanties industrielles ». Cette nouvelle opération boursière est un coup dur pour l'emploi et les activités d'aluminium en France, en Europe et partout dans le monde. Selon le syndicat « les objectifs annoncés d'Alcoa, d'obtenir 1 milliard de dollars de gains en trois ans vont donc produire deux fois plus de dégâts humains et industriels que les 500 millions de dollars déjà gagnés par Alcan sur Pechiney », après son rachat en 2003.



Tabac, maladies génétiques

La discrimination au travail se diversifie



Le Bureau international du travail s'est alarmé jeudi 10 mai de ce que la discrimination au travail prend de nouvelles formes et peut désormais frapper des populations telles que les fumeurs ou les personnes susceptibles de contracter une maladie génétique. Dans un rapport intitulé : « L'égalité au travail : relever les défis », l'institution internationale souligne que des groupes tels que les femmes, les jeunes, les vieux, les minorités ethniques, les handicapés, les malades du sida ou encore les homosexuels restent fréquemment victimes de discrimination sur le marché du travail : ces groupes font plus souvent face à des restrictions à l'embauche, sont moins payés ou sont victimes de brimades. Mais dans les pays industrialisés, la discrimination frappe de nouvelles catégories de travailleurs, comme les obèses ou les fumeurs. Le BIT dresse un bilan

en demi-teinte de la lutte contre les discriminations au travail par rapport à sa précédente étude sur le sujet, qui remonte à 2003.

Emploi

Le marché du travail fermé aux jeunes sans diplôme

Plus de 100 000 jeunes quittent le système éducatif sans aucun diplôme, note une étude faite avec le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), publiée jeudi 10 mai par l'Insee. L'étude concerne une cohorte précise de jeunes entre 1990 et 1998. Un sur trois parvient néanmoins à s'insérer « rapidement et durablement » dans un emploi, mais « pour les autres, le processus d'insertion dépasse largement trois premières années sur le marché du travail », soulignent les auteurs. Préoccupant aussi le constat de l'étude selon laquelle, en 1990, un diplômé de niveau licence ou plus démar-



rait avec un salaire net médian de 1 970 euros en moyenne pour un temps plein, soit plus du double d'un jeune sans diplôme. En 2005, il doit se contenter de 1 650 euros. Du fait de l'augmentation légale annuelle du Smic, le salaire net médian d'un sans diplôme est passé de 890 euros à 1 020 euros en moyenne. Cette dégradation des niveaux de rémunération est à rapprocher de l'écart encore important, pratiqué dans les quatre premières années de vie active, entre le salaire net médian des femmes, et celui des hommes qui est 5 % à 23 % supérieur, selon les chiffres Insee 2005.

Collectif LBO

Et maintenant... LBO le film... pour débattre, pour agir

Créé début 2006 par des syndicalistes CGT, le Collectif LBO (pour l'anglais *leverage buy out*) a pour objectif de dénoncer les conséquences néfastes des opérations spéculatives de LBO des fonds d'investissement en vue d'y mettre fin. Fin mai, le collectif sort un film afin de sensibiliser, dénoncer et ouvrir le débat avec les salariés déjà victimes ou potentiellement victimes de ces montages. Philippe Matzkowski l'un des fondateurs du collectif, militant Ugict-CGT explique ici le pourquoi du film.



La Lettre : pourquoi faire un film sur les LBO ?

Philippe Matzkowski : tout d'abord, parce que les LBO spéculatifs menés par les fonds d'investissement, sont une illustration criante de la prise de pouvoir par les financiers dans les entreprises et sur l'économie au travers des marchés financiers. De nombreux problèmes du quotidien (emplois, pouvoir d'achat, précarité, redistribution...) découlent de cet état de fait.

Ensuite, parce que la vidéo est un formidable outil de vulgarisation pour la formation, l'information et le débat sur de nouvelles exigences. Ce film peut participer à une accélération de la convergence des luttes des forces de progrès, que le Collectif LBO appelle de ses vœux.

Le documentaire « LBO : les insoumis », au travers d'interviews de syndicalistes, de salariés et de spécialistes, a pour objectif de montrer que des pistes existent pour rompre avec l'idéologie régressive imposée par une élite.

Le film fera l'objet de plusieurs projections publiques dont les dates et les lieux sont consultables sur le site : www.collectif-lbo.org

Le site offre aussi la possibilité de visionner des extraits et de commander le DVD qui est actuellement au pressage et devrait être disponible à la commande fin mai auprès du distributeur Chalet films. On peut aussi se renseigner auprès du Collectif LBO - 18, rue d'Alembert - 92190 Meudon.

International

Les syndicats appellent à renforcer les règles sociales

Les dirigeants du TUAC (Trade Union Advisory Committee) et les organisations syndicales doivent tenir un point de presse mardi 15 mai pour faire état des discussions de la réunion Ministérielle de l'OCDE et pour réitérer l'appel des syndi-

cats au renforcement des règles pour une mondialisation équitable et des fonds d'investissements responsables. Les leaders syndicaux présents seront : John Sweeney (AFL-CIO et TUAC), Guy Ryder (CSI), John Monks (CES), John Evans (TUAC).

G8

Les ministres de l'Emploi appellent à la bonne volonté des entreprises



Les ministres de l'Emploi des pays du G8 ou leurs représentants, réunis à Dresde, ont appelé mardi 8 mai les entreprises à faire preuve de bonne volonté en matière d'engagement social, mais ont refusé toute régulation contraignante. « Les entreprises peuvent grandement contribuer à donner un aspect social à la mondialisation en assumant volontairement leur responsabilité » en matière de conditions de travail par exemple, selon le communiqué final de cette réunion.

Deutsche Telekom

Grève nationale et manifs contre les restructurations en Allemagne

Près de 11 000 salariés allemands de Deutsche Telekom ont cessé le travail et plusieurs milliers d'entre eux ont défilé dans les rues vendredi 11 mai à l'appel du syndicat Verdi. C'est le conflit le plus dur depuis la privatisation de l'opérateur de



télécommunications il y a douze ans. Les grévistes s'opposent aux conditions d'externalisation de 50 000 salariés dans une nouvelle filiale de services, où ils devraient travailler 38 heures par semaine (contre 34 heures actuellement) pour 9 % de salaire en moins.

Norvège

Grève contre la réforme des retraites

Environ 40 000 Norvégiens ont observé une grève politique d'une à deux heures mercredi 9 mai pour protester contre un projet de réformes des retraites qui vise à décourager financièrement les départs anticipés en diminuant les pensions versées pour les départs en retraite avant l'âge légal, fixé à 67 ans en Norvège. Selon les syndicats, un tel projet creuserait les écarts de revenus entre les retraités et paupériserait de nombreuses personnes âgées.

Responsabilité sociale des cadres

Testez vos connaissances !

Pour faire le point sur vos connaissances et pour connaître votre point de vue, l'IRESCA (Initiative internationale pour la responsabilité sociale des cadres) vous propose un questionnaire sur ce sujet. Que vous soyez ingénieur, cadre, techni-

rien ou agent de maîtrise, l'Ugict-CGT vous invite à prendre quelques minutes pour répondre au questionnaire, intitulé RESPONS, totalement anonyme.

<http://test4.net/sv/SP?N=RESd3kn5RL>